

Interpellation Fabienne Freymond Cantone & Consorts : Dénonciations spontanées à l'Administration Cantonale des Impôts et leur suite...

Les lois fiscales cantonales (LI pour VD) et fédérales (LIFD et LTVA) prévoient depuis 2010 une dépenalisation des contribuables annonçant spontanément des revenus non déclarés. Le contribuable (personnes physiques et personnes morales) n'est redevable que de l'impôt impayé sur un maximum de 10 ans, et des intérêts sur ces créances fiscales, si les trois conditions suivantes sont remplies :

- 1) l'autorité fiscale n'avait pas connaissance des faits;
- 2) le contribuable collabore avec l'autorité fiscale pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- 3) le contribuable s'acquitte des rappels d'impôt.

Cette procédure n'est possible qu'une seule fois pour un contribuable.

Selon mes informations, l'Administration Cantonale des Impôts (ACI) communique à l'Administration Fédérale des Contributions ces procédures de dénonciation spontanée. Or, il arrive que certains contribuables aient bénéficié d'aides sociales ou de subventions diverses durant la période où ils avaient soustrait à l'impôt une partie de leur revenu. Ainsi, ces contribuables ont pu non seulement échapper à l'impôt mais bénéficier d'aides des collectivités publiques auxquelles ils n'auraient peut-être pas eu droit s'ils avaient déclaré leurs revenus effectifs.

Ainsi, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. Une fois les revenus imposables antérieurs corrigés par l'ACI, ceux-ci sont-ils communiqués aux autres agences et organismes étatiques qui auraient pu leur accorder des aides (aides sociales, subventions aux primes d'assurances, subventions aux exploitants du sol, etc.) afin que, le cas échéant, les sommes versées leur soient réclamées rétroactivement?
2. Des poursuites pénales sont-elles introduites à l'encontre de ces personnes qui ont doublement abusé de l'Etat?
3. Si de telles informations sont communiquées par l'ACI aux services concernés, depuis quand de telles mesures sont-elles en place?
4. Si ce n'est pas le cas, comment le Conseil d'Etat prévoit-il de faire pour que les receveurs indécents de subventions rétrocèdent pour le moins le trop perçu ?

Nous remercions le Conseil d'Etat de nous éclairer au plus vite sur la cohérence de ses actions suite à une dénonciation spontanée d'un contribuable sur ses revenus non déclarés.

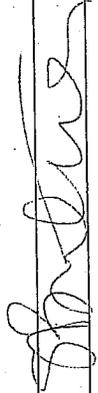
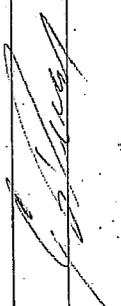
Fabienne Freymond Cantone

Nyon, le 26 février 2013

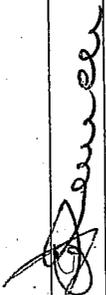
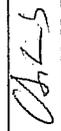
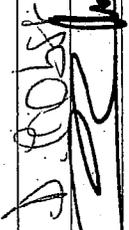
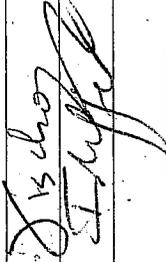
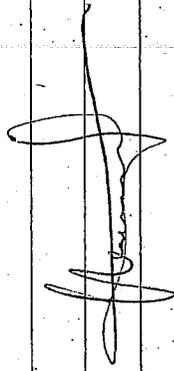
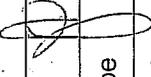
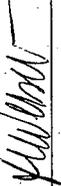
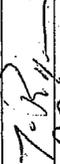
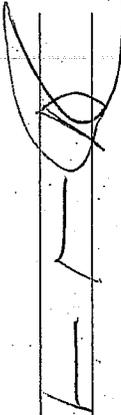
Fabienne Freymond Cantone

Res de développement

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

Aellen Catherine		Chappuis Laurent		Epars Olivier
Ansermet Jacques		Cherbuin Amélie		Favez Jean-Michel
Apothéoz Stéphanie		Chevalley Christine		Favrod Pierre-Alain
Attinger Doepper Claire		Chevalley Isabelle		Ferrari Yves
Aubert Mireille		Chollet Jean-Luc		Freymond Cantone Fabienne
Baehler Bech Anne		Chollet Jean-Marc		Gander Hugues
Ballif Laurent		Christen Jérôme		Genton Jean-Marc
Bally Alexis		Christin Dominique-Ella		Germain Philippe
Bendahan Samuel		Collet Michel		Glauser Alice
Berthoud Alexandre		Cornamusaz Philippe		Glauser Nicolas
Bezénçon Jean-Luc		Courdesse Régis		Golaz Florence
Blanc Mathieu		Crétegy Gérard		Golaz Olivier
Bolay Guy-Philippe		Crétegy Laurence		Grandjean Pierre
Bonny Dominique-Richard		Crottaz Brigitte		Grobéty Philippe
Borloz Frédéric		De Montmollin Martial		Grognoz Frédéric
Bory Marc-André		Deblüé François		Guignard Pierre
Brélaz Daniel		Desmeules Michel		Haldy Jacques
Brélaz François		Despot Fabienne		Haurly Jacques-André
Buffat Marc-Olivier		Devaud Grégory		Hurni Véronique
Buffat Michaël		Divorne Didier		Induni Valérie
Butera Sonya		Dolivo Jean-Michel		Jaquet-Berger Christiane
Cachin Jean-François		Ducommun Philippe		Jaquier Rémy
Calpini Christa		Dupontet Aline		Jobin Philippe
Capt Gloria		Durussel José		Jungclaus Delarze Suzanne
Chapalay Albert		Duvoisin Ginette		Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

	Nicolet Jean-Marc	Schaller Graziella
Kunze Christian	Oran Marc	Schobinger Bastien
Labouchère Catherine	Papilloud Anne	Schwaar Valérie
	Payot François	Schwab Claude 
Luisier Christelle	Pernoud Pierre-André	Sonnay Eric
Mahaim Raphaël	Perrin Jacques	Sordet Jean-Marc
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves	Surer Jean-Marie
Manzini Pascale	Pillonel Cédric	Thuillard Jean-François
Marion Axel	Podio Sylvie	Tosato Oscar
Martinet Philippe	Probst Delphine 	Treboux Maurice
Mattenberger Nicolas	Randin Philippe 	Trolliet Daniel
Matter Claude	Rapaz Pierre-Yves	Tschopp Jean 
Mayor Olivier	Ravenel Yves 	Uffer Filip
Meienberger Daniel	Renaud Michel	Vallat Patrick
Meldem Martine	Rey-Marion Ailette	Venezelos Vassilis
Melly Serge	Rezso Stéphane	Voilet Claude-Alain
Meyer Roxanne	Riesen Werner	Volet Pierre
Miéville Michel	Rochat Nicolas 	Vuarnoz Annick 
Modoux Philippe	Romano Myriam	Vuillemin Philippe 
Mojon Gérard	Roulet Catherine	Weber-Jobé Monique
Montangero Stéphane	Roulet-Grin Pierrette	Wehrli Laurent
Mossi Michele	Rubattel Denis	Wüthrich Andreas
Neiryneck Jacques	Ruch Daniel	Wyssa Claudine
Neyroud Maurice	Ruiz Rebecca	Yersin Jean-Robert 
Nicolet Jacques	Rydlö Alexandre 	Züger Eric 